



Le 25 mai, George Floyd, un travailleur afro-américain de 46 ans, a été étouffé par un policier raciste dans une rue publique de Minneapolis, alors que d'autres policiers retenaient un groupe de personnes qui tentaient d'arrêter l'attaque. Plusieurs vidéos de l'arrestation ont montré qu'il n'était pas armé et n'a pas résisté à une arrestation arbitraire et raciste. Après qu'il eut été menotté, des sbires racistes l'ont jeté à terre et l'officier de police Derek Chauvin l'a étranglé pendant dix minutes, pressant le cou de Floyd dans l'asphalte avec son genou, même après qu'il eut perdu connaissance. Le crime a été filmé par des passants et a suscité l'indignation de millions de personnes dans le monde entier. Le cri de "Je ne peux pas respirer" a été repris par des milliers de manifestants au cours des jours suivants.

De grandes manifestations ont éclaté dans tout le pays avec le slogan "Pas de justice, pas de paix", rappelant les soulèvements antiracistes de Ferguson et Baltimore en 2014 et 2015. Au mépris des dirigeants et de la pandémie, les foules ont envahi les rues de Minneapolis d'abord, puis celles de nombreuses grandes villes du pays. La maison du meurtrier Chauvin a été encerclée par les manifestants jusqu'à ce que la Garde nationale les a attaqué. Le bâtiment de la police auquel les tueurs de Floyd auraient été affectés a été incendié jeudi. Il y a également eu de nombreux pillages.

Au-delà du rôle possible des provocateurs de la police dans certaines actions, l'attaque des symboles de la répression a provoqué un grand impact et la mobilisation s'est étendue au reste du pays. À Louisville, où la jeune Breonna Taylor a récemment été tuée par des flics racistes, la répression a donné lieu à de grandes manifestations et sept blessures par balles ont été signalées. Les attaques de la police contre la presse sont monnaie courante, avec des arrestations comme celle du journaliste noir Omar Jimenez de CNN à Minneapolis, ainsi que des tirs sur des caméraman et d'autres attaques dans plusieurs villes.

Le vendredi 29, des centaines de manifestants se sont rassemblés devant la Maison Blanche, où Trump séjournait, défiant le couvre-feu. Des bannières avec des slogans comme "Oeil pour oeil" reflétaient l'esprit radicalisé de la jeunesse combattante à New York, Los Angeles, Chicago, Phoenix, Oakland, Houston, Atlanta, Detroit, Las Vegas, San José et Memphis. Dans la petite ville de Petal, dans le Mississippi, le maire s'est prononcé en faveur du meurtre de Floyd, et des centaines de personnes se sont ralliées à sa démission. Il y a la résistance des travailleurs à la répression : à Minneapolis, les chauffeurs de bus utilisés pour transporter les anti-émeutes ont refusé de le faire, et la même chose s'est produite à Brooklyn. Il est important d'exiger que les syndicats agissent au niveau national en solidarité avec la lutte antiraciste. Si les bureaucrates refusent, ils doivent être balayés.

L'atout de la droite appelle à tirer sur les manifestants

La première réaction de Trump a été prudente, en témoignage de la sympathie avec la famille de Floyd et en leur assurant qu'une enquête fédérale rendrait justice. Au fur et à mesure que la lutte du peuple s'intensifiait, ses convictions fascistes se sont mises en évidence. À l'aube du 29 mai, il a tweeté que les manifestants étaient des "voyous", a menacé de militarisation pour imposer "l'ordre" et a même cité une phrase du chef de la police raciste de Miami, Walter Headley, qui a déclaré en 1967 que "quand les pillages commencent, les coups de feu commencent", une incitation claire à utiliser la violence militaire et paramilitaire contre les manifestations.

Le président donne non seulement le feu vert aux méthodes brutales des forces répressives, mais il envoie également le signal aux groupes paramilitaires néo-nazis et aux groupes suprémacistes blancs. Déjà un agresseur inconnu a tiré sur un manifestant dans le Minnesota et l'a blessé, et il y a eu au moins un coup de feu à Denver. Le contraste entre le traitement réservé par les forces répressives aux manifestations antiracistes violemment attaquées et la protection accordée aux mobilisations armées des groupes racistes d'extrême droite, qui ont investi les bâtiments gouvernementaux pour protester contre les mesures de distanciation sociale dans le contexte de la pandémie, est frappant.

Le message d'incitation aux fusillades de Trump a été critiqué par certains démocrates et le réseau social Twitter a partiellement réduit sa visibilité, une sanction qui a irrité le président raciste, qui a déjà pris des initiatives juridiques pour réglementer les réseaux. Un des facteurs empêchant l'aggravation de la crise au sein de la classe dirigeante est le rôle des démocrates au service de la répression et de l'ordre.

Les démocrates, la composante libérale du parti de l'ordre

Le gouverneur démocratique du Minnesota a déclaré l'urgence d'autoriser le déploiement de la Garde nationale, et dans la nuit de jeudi à dimanche, 500 militaires avaient été déployés. Trump s'en prend aux démocrates, qu'il accuse d'être des "radicaux de gauche" et menace de militariser davantage l'État. Le maire de Minneapolis, également démocrate, a également appelé au déploiement de la Garde nationale. Submergés par la mobilisation, ils ont imposé un couvre-feu, avec peu ou pas d'efficacité.

L'ancien président Obama a demandé une enquête, mais a refusé de qualifier la mort de Floyd de meurtre. Il a conclu son message en félicitant "la plupart des hommes et des femmes" des forces de police qui "sont fiers de faire leur travail correctement". Il s'est scrupuleusement gardé d'utiliser le mot "racisme" et il a fait l'éloge des répresseurs. L'ancien pré-candidat social-démocrate Sanders a en effet critiqué le racisme systématique et la violence policière contre les Noirs et a exigé l'arrestation de tous les policiers impliqués dans le meurtre. Il a exigé que tous les futurs décès en garde à vue fassent l'objet d'une enquête et a critiqué Trump pour avoir incité la police à procéder à des fusillades. Il n'a pas appelé à la mobilisation, ni fait preuve de solidarité avec les mobilisations en cours.

Le candidat démocrate virtuel à la présidence, Joe Biden, a publié une déclaration détaillée critiquant le racisme et appelant au calme, sans utiliser le mot "meurtre". Amy Klobuchar est une probable colistière de Biden, mais elle a été démasquée par la crise. Elle était déjà répudiée par les communautés afro-américaines pour sa complicité avec la police raciste du Minnesota pendant ses années de procureuse. Après le meurtre de Floyd, son rôle dans la dissimulation des brutalités policières à Minneapolis a été largement médiatisé.

Le gouverneur de New York, le démocrate Cuomo, qui s'est opposé à Trump sur la réponse à la pandémie, a déclaré qu'il soutenait les manifestants tout en condamnant "les incendies et les vols". C'est de la pure démagogie et du double langage : la police de son État, qui est aussi raciste que les autres, a pris sur elle de réprimer les manifestations avec la même violence.

États-Unis : un État raciste

Ce crime odieux remet en évidence le caractère raciste du régime de la plus grande puissance capitaliste et impérialiste du monde, ainsi que sa démocratie bourgeoise très limitée. Les États-Unis se sont élevés en tant que puissance sur la base de centaines d'années d'esclavage et ont maintenu des lois de ségrégation raciste, semblables à celles de l'apartheid jusqu'aux années 1960. Plusieurs États appliquent des politiques visant à refuser le droit de vote à la population noire. Jusqu'en 2 000, le mariage interracial était illégal dans l'État d'Alabama. Un tiers des enfants noirs vivent dans la pauvreté, et le revenu par habitant des noirs est dix fois inférieur à celui des blancs. Vingt-sept pour cent des Noirs vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le chômage, qui dépasse les 10 % chez les Noirs, est plus de deux fois plus élevé que chez les Blancs. Une étude de 2017 a montré qu'un tiers des plus de deux millions de prisonniers aux États-Unis sont noirs. Il y a proportionnellement six fois plus de prisonniers noirs que de prisonniers blancs et deux fois plus de prisonniers latinos. Un Noir à faible revenu a plus de 50 % de chances d'être incarcéré à un moment donné de sa vie. Les condamnations pour consommation de drogue sont six fois plus fréquentes à l'encontre des Noirs que des Blancs, bien que le taux de consommation soit le même dans les deux groupes. En 2016, le taux d'homicide aux mains des forces répressives était de 10,13 par million chez la population indigène, 6,6 par million chez les noirs, 3,23 chez les Latinos, 2,9 chez les blancs.

Des groupes racistes comme le KKK ont perpétré des milliers de lynchages contre les Noirs entre la fin du XIXe siècle et la première moitié du XXe siècle. Dans la période d'après-guerre, les politiques de terrorisme d'État ont été appliquées avec des critères racistes. Le programme Cointelpro du FBI avait pour priorité la destruction des organisations du mouvement indigène et des communautés noires, par l'infiltration, la criminalisation et l'élimination physique. Le combattant antiraciste Malcolm X a été assassiné par des traîtres du mouvement au service du FBI. Le plus ancien prisonnier politique du pays est le leader indigène sioux Leonard Peltier, emprisonné depuis 44 ans. L'une des manifestations les plus impressionnantes de la violence raciste a été l'attentat à la bombe perpétré le 13 mai 1985 dans un quartier noir par la police de Philadelphie. Soixante maisons ont été détruites et onze personnes ont été tuées. L'attaque, aux caractéristiques guerrières, était dirigée contre l'organisation noire MOVE.

La violence policière raciste agit sous couvert de l'impunité. Les paramilitaires racistes qui ont récemment assassiné Amandl Arbery en Géorgie n'ont été inculpés que parce qu'ils ont filmé le meurtre et que la dénonciation s'est généralisée. Aucune police n'a été accusée du récent meurtre de Breonna Taylor dans le Kentucky. Quand Eric Garner a été étranglé en 2014 par des flics racistes à New York, pas un seul flic n'a été poursuivi, y compris pour le meurtre de Michael Brown à Ferguson la même année.

Le flic raciste Chauvin, l'assassin de Floyd, a été arrêté après trois jours d'intenses

protestations nationales. Elle était si exceptionnelle, anéantie par la mobilisation populaire, que les procureurs ont affirmé qu'il s'agissait de l'accusation la plus rapide jamais portée contre un flic. C'est une exception à la règle : il n'est accusé que de meurtre au troisième degré, c'est-à-dire "involontaire". Pendant ce temps, les médias bourgeois s'abstiennent d'utiliser le mot "meurtre".

La solidarité internationale contre le racisme !

Le racisme est un fléau inhérent au capitalisme, dès sa naissance. La traite des esclaves était l'un des mécanismes de l'accumulation initiale. L'idéologie de la différenciation raciale pseudo-biologique surgit dans ce processus de génocide et d'exploitation des esclaves. Dans le cadre des rapports capitalistes d'exploitation, la haine raciste est prônée par les bourgeois pour diviser la classe ouvrière et perpétuer la surexploitation des secteurs les plus marginalisés et opprimés, les noirs, les indigènes et les immigrés.

La pandémie de Covid19 a montré que les effets destructeurs du capitalisme ont une dimension mondiale et qu'il est donc nécessaire que la classe ouvrière apporte une réponse globale à la lutte. Le soulèvement antiraciste aux États-Unis mérite la solidarité des révolutionnaires du monde entier. Avec les protestations au Chili, au Liban et en Irak, elle s'inscrit dans la relance de la lutte des classes après l'impact de la pandémie. Aux États-Unis, le racisme structurel s'est également traduit par le fait que les populations noires et latinos ont été punies beaucoup plus sévèrement en termes de proportionnalité. Cela a contribué à la situation de mécontentement généralisé qui a été dépassée par le meurtre raciste vicieux de George Floyd.

Il faut appeler les dirigeants des syndicats américains à rompre leur complicité avec le gouvernement répressif de Trump et à appeler à la grève pour tordre le bras des racistes. Que les syndicats d'employés du secteur public refusent de défendre les policiers qui répriment les travailleurs, attaquent les communautés populaires ou commettent des crimes racistes. Nous appelons les membres de la Garde nationale à rompre la discipline et à ne pas réprimer. Nous réclamons la justice pour George Floyd, une enquête indépendante et une sanction exemplaire pour la police meurtrière. Dans le feu de la lutte, il est également nécessaire de construire les organisations sociales et politiques indépendantes de la gauche pour donner continuité à la lutte jusqu'à la défaite du gouvernement Trump et de sa politique réactionnaire et raciste au service des multinationales et du système capitaliste-impérialiste.

Nous appelons à des actes de protestation unitaires devant les ambassades et les consulats des États-Unis pour exprimer notre soutien à la jeunesse aguerrie noire et latino qui, depuis les entrailles de la plus grande puissance impérialiste, résiste à l'oppression raciste et rejette de plus en plus en question l'inégalité et l'exploitation capitaliste. Il faut saisir l'élan que la lutte aux États-Unis donne à la cause antiraciste pour dénoncer et combattre les expressions de violence et d'oppression racistes dans nos propres pays.

Unité Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (UIT-QI)
30 mai 2020